



Rennes le 2 avril 2024

Communiqué de presse :

Appel national et local à la grève le 4 avril : Face à l'Austérité, le travail social répond résistance !

Nos organisations syndicales, CGT/CNT/FO/SUD, appellent l'ensemble des travailleuses et travailleurs du secteur social et médico-social à se mettre en grève jeudi 4 avril. Nous vous informons des difficultés croissantes rencontrées par les agent.es publics et les salarié.es travaillant dans le secteur social et médico-social. Ces dernier.es travaillent dans des conditions très dégradées sans perspective d'amélioration. Or ce contexte impacte directement les conditions d'accueil et d'accompagnement des personnes fragiles et vulnérables.

À ce jour, nous constatons que :

- les personnels absents ne sont pas ou peu remplacés,
- les équipes dans les services fonctionnent en sous-effectif chronique,
- le dévoiement du travail social au profit de logique financière et de contrôle social,
- les missions de service public ne sont plus rendues de manière satisfaisante, et cela entraîne perte de sens et conflits de valeurs chez les professionnel·les. *Par exemple, la protection de l'enfance en Ille -et-Vilaine ne protège plus tous les enfants en danger. Plus de 10% des enfants confiés à l'ASE ne sont à ce jour pas protégés car les mesures de placement ne sont exercées faute de place d'accueil. Face à ce constat alarmant, nous n'avons aucune perspective.*

Face à ces constats l'intersyndicale CGT/CNT/FO/SUD revendique :

- Le respect des codes déontologiques et de l'éthique qui fondent nos métiers,
- Les moyens nécessaires à l'amélioration des conditions de travail et de la prise en charge des usagers avec la sanctuarisation des politiques publiques en matière de solidarité,
- L'augmentation générale des salaires dans le secteur social et médico-social, c'est une urgence pour permettre les recrutements nécessaires de personnels formés,
- La revalorisation des grilles indiciaires et des salaires afin de pouvoir faire face à la hausse des prix,
- Le refus des restrictions budgétaires décidés par le gouvernement (10 milliards en moins pour les missions de service public en 2024 dont plus d'un milliard pour le secteur sanitaire et social),
- La généralisation et le versement sans contrepartie des 183 euros nets du Ségur à tout le personnel du secteur social et médico-social dans la fonction publique et dans le secteur privé.
- Le versement d'une prime équivalente au Ségur pour tou·te·s les assistant·es familiaux·ales de l'ASE.

Pour toutes ces raisons et par ce qu'il y a urgence à résister à la casse des missions de service public de l'éducation, de l'enfance, de la dépendance, du handicap, de l'insertion sociale et professionnelle, nous appelons les travailleuses, les travailleurs et les étudiant·es du social à nous rejoindre le jeudi 4 avril 2024 à 11h30 devant les grilles de l'hôtel du département.

Contact Presse :

SUD – Elen Jeanneteau 07.72.21.17.45